



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 51 - vendredi 29 avril 2011

### Dans ce numéro :

- Un programme pour les luttes sociales et politiques des travailleurs
- Rassembler la « gauche de la gauche », ou regrouper autour d'un programme de rupture anticapitaliste ?

## Un programme pour les luttes sociales et politiques des travailleurs

Au début du mois d'avril, des rapports émanant de divers organismes (FMI, OCDE, OFCE, INSEE...) sur la conjoncture économique nationale et mondiale ont suscité une vague d'optimisme sur la sortie de la crise... Ainsi, le journal *les Echos* du 11 avril titrait : « *La croissance française s'affermite en dépit des incertitudes sur l'activité mondiale* », commençant son article par l'intitulé du rapport de l'INSEE, « *Les chocs passent, l'activité résiste* »...

Hélas, l'optimisme aura été de courte durée... Un premier "choc" a bousculé les certitudes : le 14 avril, une nouvelle vague de spéculation s'est abattue sur la dette publique de la Grèce, poussant à 20 % les taux exigés par les « marchés » pour certains titres. Cela un an après que l'Union européenne, la BCE et le FMI aient concocté leur fameux « *plan de sauvetage* » sensé protéger les pays européens les plus menacés de faillite, en « *rassurant les marchés* ». Le 19 avril, nouveau "choc" : la crise de la dette publique jusqu'alors réputée être cantonnée à certains pays de la zone euro touchait les États-Unis, sous la forme d'une menace de dégradation de sa note par l'agence de notation Standard & Poors. Cette mise en cause de la capacité des États-Unis à rembourser leurs dettes s'est répercutée immédiatement à l'ensemble du système financier international, entraînant une baisse générale des Bourses...

### Les Etats sous la tutelle des banques

Les USA sont le pays le plus endetté au monde en valeur absolue, avec une dette publique de plus de 15 000 milliards de dollars, et parmi les plus endettés en valeur relative, puisque cette dette atteint un peu plus de 100 % du PIB, l'équivalent des richesses produites par le pays ! Malgré cette dette abyssale, investir dans les obligations d'État US restait, selon les agences de notation, une opération réputée sans risque, notée "AAA". Cela ne rendait pas pour autant le pays solvable, mais cela assurait une certaine stabilité dans le monde fou de la spéculation financière : personne n'osait imaginer que la plus grande puissance mondiale puisse faire faillite malgré l'ampleur de sa dette et une balance commerciale largement déficitaire...

Mais les temps changent, les rapports de force économiques internationaux sont bousculés par la mondialisation, l'ascension de grandes puissances comme la Chine, et envisager une faillite des États-Unis n'est plus un sujet tabou. C'est ce que vient de dire l'agence Standard & Poors.

La dette US, déjà considérable avant le déclenchement de la crise, s'est énormément accrue du fait des milliers de milliards dépensés pour sauver les banques de la ruine, puis financer le plan de soutien aux grandes entreprises. Il y a quelques mois, la banque fédérale américaine, la FED, a lancé une opération de rachat d'une partie de cette dette, à hauteur de 600 milliards de dollars, financée par la planche à billets. Cette émission massive a eu pour effet d'abaisser la valeur relative du dollar sur le marché des changes, avec un double avantage : diminuer d'autant la valeur des titres de la dette US détenus par des fonds souverains étrangers ; favoriser les exportations américaines et limiter les importations, essentiellement au détriment de l'Union européenne. La « faiblesse » actuelle du dollar est le résultat de cette politique,

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

des doutes sur la dette et du maintien par la FED d'une politique de taux extrêmement bas pour le refinancement des banques que vient de confirmer son directeur, Bernanke.

Le gouvernement américain justifie cette politique de dumping monétaire en affirmant que le redressement de l'économie mondiale ne peut passer que par le redressement préalable de l'économie la plus puissante, celle des États-Unis, les autres ne pouvant manquer de suivre... Il apparaît aujourd'hui, comme il était prévisible, que le procédé est en train de faire long feu.

Comme fait long feu la politique de l'Union européenne et son "*Fonds de sauvegarde européen*" (FSE). A peine quelques jours après que nos dirigeants se soient félicités de son efficacité à l'occasion du "*sauvetage*" du Portugal, la nouvelle charge spéculative sur la dette de la Grèce révèle la véritable nature, le véritable objectif de ce fonds : non pas mettre les pays les plus fragiles à l'abri d'une faillite, ce qui aurait consisté à les aider à se débarrasser de leur dette, mais protéger les principales banques européennes des conséquences qu'auraient pour elles ces faillites...

Faillites dont elles seraient les premières responsables, car ces "marchés obligataires" qu'il s'agissait de "rassurer" sont constitués pour l'essentiel de grandes banques allemandes, britanniques et françaises. Ce sont elles qui spéculent sur la dette publique du Portugal, de la Grèce, etc. Ce sont elles qui poussent ces pays à la faillite. Et ce sont elles que le FSE cherche à protéger en les débarrassant de titres menacés de perdre toute valeur des conséquences même de leur rapacité. Avec, cerise sur le gâteau, de l'argent que le FSE doit emprunter... sur ces mêmes "marchés", à ces mêmes banques !

"Rassurées", elles le sont effectivement et peuvent reprendre leurs opérations spéculatives, comme elles viennent de le faire sur la dette grecque. Cela n'empêche pas, au mépris de toute vraisemblance, le patron du FMI et peut-être futur candidat socialiste à la présidentielle Strauss-Kahn, de continuer à prétendre que le FSE a permis de sauver la situation, qu'il n'y aura pas d'autre cas, que l'Espagne s'en tirera sans devoir faire y faire appel... Mais quand, avec la "rechute" de la Grèce, le bluff se révèle au grand jour, le personnage croit pouvoir s'en tirer en déclarant : "*La réalité, c'est que ces gens-là, ils sont dans la merde. Et y sont gravement. Ils ont beaucoup bricolé, ils savent très bien qu'ils ne paient pas d'impôts, que c'est un sport national de ne pas payer d'impôts en Grèce, que ça truande un maximum.*"...

Ces propos xénophobes, amalgamant sous un méprisant « *ces gens-là* » les exploités aux exploités, les travailleurs et les victimes populaires de la crise et des plans d'austérité aux banquiers et aux hommes d'État corrompus qui en sont responsables, ne peuvent vraiment étonner dans la bouche du patron d'un organisme dont la spécialité est de faire depuis plus d'un demi-siècle à l'échelle mondiale ce que le FSE cherche à faire à l'échelle européenne depuis une année : maintenir en fonctionnement le mécanisme de la dette publique, la machine à pomper les richesses dans les poches de populations réduites à la misère pour le plus grand profit du monde de la finance.

Au coût social dramatique des mesures d'austérité s'ajoute aujourd'hui celui de l'offensive spéculative de ces dernières semaines sur le pétrole et les matières premières minières et agricoles, dont les prix dépassent aujourd'hui les niveaux atteints en 2008 et qui avait alors déclenché des "émeutes de la faim" dans une trentaine de pays.

Tout cela contribue, dans une logique de fuite en avant permanente, à accumuler les contradictions. La hausse du prix de l'énergie et des matières premières augmente le coût de production des marchandises tandis que la régression sociale due aux mesures d'austérité diminue la demande solvable, alimentant la récession économique, éloignant les perspectives de reprise. La spéculation effrénée accumule de nouvelles bulles, les risques d'un nouveau krach financier. Les mesures prises pour lutter contre la crise de la dette augmentent l'endettement, poussent les États vers la faillite...

## **Le capitalisme impérialiste et libéral face à une crise politique généralisée**

Ce pas de plus dans la crise démontre à quel point les États sont au service des classes privilégiées, une soumission aux intérêts immédiats des grands actionnaires des multinationales financières et industrielles qui se mesure tout autant dans la situation politique internationale. La persistance de la crise, son approfondissement, exacerbent la concurrence que se livrent ces multinationales pour maintenir leurs profits, voire leur existence. Elle les pousse à accentuer leur pression sur les salariés, les populations, les gouvernements des pays qu'elles soumettent à leur pillage.

Et ce sont les États, avec leur diplomatie et leurs armées, qui se chargent de la besogne, comme en témoigne la situation de guerre ouverte qui règne sur la planète et qui vient de franchir un pas avec l'intervention de l'OTAN en Libye. Un pas de plus dans l'état de guerre permanent à travers lequel les puissances impérialistes, en Irak, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et ailleurs, cherchent à maintenir leur contrôle sur leurs sources d'approvisionnement énergétiques, minières et agricoles et sur les grandes routes de circulation des marchandises.

Guerres contre les peuples, pour maintenir les relations de domination impérialistes, mais guerres à travers lesquelles se joue aussi l'affrontement entre les impérialismes eux-mêmes pour favoriser leurs propres multinationales face à leur concurrence et aux bouleversements résultant de la mondialisation et de la crise.

La vague révolutionnaire du monde arabe est une manifestation puissante de ces bouleversements, de la crise politique généralisée qui frappe le capitalisme mondialisé, de la force que peut prendre la révolte de peuples qui ont décidé de se lever contre l'exploitation, l'arbitraire, le manque de droits et de liberté.

---

En Europe, la crise politique qui résulte de la crise économique et sociale et de la guerre de classe menée par les gouvernements ne prend certes pas les mêmes formes. Elle n'en est pas moins bien réelle.

Elle s'exprime, sur le fond, par un inévitable glissement à droite du personnel politique de la bourgeoisie, contraint de limiter les droits démocratiques pour mieux pouvoir imposer aux classes laborieuses l'austérité, la précarité, le chômage, la précarité, la casse des services publics. Ce glissement à droite se constate aussi bien dans la politique de chacun des partis de gouvernement que dans le poids électoral de plus en plus important que prennent les partis souverainistes, d'extrême droite, au niveau européen.

Elle s'exprime aussi, et c'est bien plus important pour l'avenir, par un fait considérable, même s'il ne se traduit encore que faiblement sur le plan politique : la compréhension par des masses de plus en plus importantes de travailleurs que l'État n'est pas neutre, qu'il est soumis aux banques. On a pu le mesurer dans les mouvements sociaux importants qui se sont opposés, à l'automne dernier ou cet hiver, aux diverses mesures prises par les gouvernements européens pour faire payer la crise aux populations. On peut aussi le mesurer, en creux pour le moment, dans les taux d'abstention des travailleurs et des couches populaires aux diverses élections.

Cette prise de conscience du rôle et de la nature de classe de l'État constitue la base pour l'émergence d'une nouvelle conscience de classe, ici, en Europe.

Et c'est aussi ce qui se prépare dans les pays dits émergents. Les révoltes qui secouent en ce moment les pouvoirs du monde arabe, qui ont poussé en Tunisie et en Égypte les dictateurs à la démission nous ont montré des jeunes, des travailleurs émancipés de la domination du sentiment national et de l'anti-impérialisme, se battant contre l'oppression, pour leur dignité et leurs droits de travailleurs, émergence d'une conscience de classe.

## A défaut de solutions, la démagogie populiste contre les travailleurs

Face à cette évolution de la conscience des travailleurs, une des préoccupations essentielles du personnel politique de la bourgeoisie est de tenter de redonner un semblant de légitimité à l'État, de ramener les abstentionnistes à leur "devoir civique", en tentant de ranimer de vieilles illusions sur un État au dessus des classes, garant de la justice sociale.

C'est ce que vise Marine Le Pen, qui vient de présenter, au début du mois, les « grandes orientations » du « Projet économique du Front national », le programme à travers lequel elle promet aux « Français », si elle devient présidente de la République, de les mettre à l'abri de la crise...

Cherchant à s'appuyer sur des préoccupations bien réelles des couches populaires, ce projet est truffé de citations d'économistes et d'universitaires sensées lui donner un côté "scientifique" qui ne saute pas aux yeux à la lecture...

Son premier cheval de bataille est la sortie de l'euro, le retour au franc, à une souveraineté monétaire qui donnerait "à la France" et à son État les moyens d'une politique favorable aux "Français". État qui devrait devenir "fort et stratège", c'est-à-dire s'inscrire "dans la tradition colbertiste française"... État qui se chargerait de conduire la ré-industrialisation de la France au bénéfice de l'emploi et du pouvoir d'achat, d'imposer des "protections raisonnées aux frontières". Des mesures indispensables pour redonner toute leur place dans l'économie nationale aux "couches moyennes", c'est-à-dire, en fait, au patronat des PME et des PMI à qui le FN promet protection contre la concurrence des grandes entreprises, les dictats des banques et de la grande distribution, une fiscalité adaptée, le transfert des charges sociales sur les caisses de l'État, autrement dit sur l'impôt payé en priorité par les salariés. Les salariés ne sont certes pas oubliés dans cette "meilleure répartition des richesses" : outre les emplois miraculeusement recréés par la ré-industrialisation, ils bénéficieront de la "restauration de l'échelle mobile" des salaires... sans que l'on sache à combien s'élèveraient ces salaires.

La présentation du programme s'achève sur la question des dépenses publiques et de la dette. Concernant la dette, pas question de moratoire ou d'annulation. La mesure qu'envisage le FN, c'est de la "nationaliser", autrement dit de faire en sorte que les titres de dette détenus par des créanciers étrangers soient rachetés par des banques françaises. Enfin, pour faire des économies, l'État devra faire la chasse aux "mauvaises dépenses", à commencer par celle de "l'immigration massive" dont la "réduction drastique" apporterait, si l'on en croit le "spécialiste en ressources humaines" appelé à la rescousse, 40 milliards d'euros par an...

Dans les faits, ce programme, démagogique et populiste sur la forme, est clairement libéral sur le fond. Tel qu'il est, il vise à capter, en jouant sur les préjugés, les fausses évidences, les voix de la petite bourgeoisie, des petits patrons, mais aussi d'une partie des couches populaires les plus démoralisées par la crise et qui se sont détournées des partis "classiques".

Sur ce terrain, il pousse plus loin la démagogie de Sarkozy, le double langage, le mensonge de prétendre répondre aux difficultés des classes populaires alors qu'il s'agit de les bâillonner pour mieux servir les classes dominantes.

Face à la surenchère réactionnaire à laquelle se livrent droite et extrême droite, le programme du PS est bien incapable d'apporter une alternative réelle. En 87 pages, ce programme, qui s'intitule "Redresser la France, retrouver la justice, rassembler les Français", énumère de multiples objectifs avec lesquels, pour beaucoup, on ne peut qu'être d'accord. Comment ne pas être d'accord sur le fait de "Donner un avenir à la jeunesse" ? ou encore sur l'affirmation qu'"un toit c'est un droit"... Mais ce

---

programme, ça n'est pas un scoop, ne remet bien entendu pas le moins du monde en cause les fondements de l'État qu'il vise à servir. État au service des grands patrons des multinationales et de la finance, du respect des lois du marché, de la concurrence et de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Autrement dit dans la continuité, à quelques nuances de mise en œuvre près, de la politique que mènent Sarkozy en France, Zapatero en Espagne... et Strauss-Kahn au FMI.

## Répondre à la crise, dès maintenant

Quelles que soient les manœuvres de celles et ceux qui voudraient limiter l'horizon politique aux perspectives électorales de 2012, il est urgent d'apporter, dès maintenant, nos propres réponses, sur le terrain social comme sur le terrain politique, aux conséquences comme aux racines de la crise.

Cela impose que l'on se place résolument sur un terrain de classe, en affirmant clairement que seules nos luttes seront en mesure d'inverser les rapports de force, et qu'il n'y a rien à attendre d'un changement de gouvernement s'inscrivant dans le respect des "lois de la République". C'est pourtant ce que fait le Front de Gauche, réduisant à l'impuissance son programme, aussi radical soit-il sur la forme.

Car la question du programme ne peut se réduire à la question des mesures qu'il met en avant, qu'elles soient sociales, financières ou économiques. Encore faut-il discuter de la nature du pouvoir qui serait en mesure de les mettre en œuvre, et donc de la façon dont un tel pouvoir pourrait se mettre en place. Nous écrivions, dans les principes *Principes fondateurs* que nous avons élaboré au moment de la création du NPA : "*C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société.*" C'est cette base que nous avons adopté à une large majorité, lors du dernier congrès, le texte "*Nos réponses à la crise*" : un programme politique pour les luttes sociales et politiques des travailleurs. Un programme posant la question du pouvoir.

L'actualité nous le montre tous les jours, revendiquer pour nos droits les plus élémentaires et légitimes, sociaux comme démocratiques, se heurte directement au pouvoir de l'État. L'affrontement social est indissociable d'un affrontement politique qui pose la question de qui dirige la société : une minorité de parasites financiers, ou l'immense majorité qui crée toutes les richesses ? Autrement dit, qui pose la question du pouvoir en termes de classes sociales.

Aller au bout de l'affrontement social, c'est aller jusqu'au bout de l'affrontement politique : substituer au pouvoir des riches pour les riches un gouvernement démocratique des travailleurs, issu des mobilisations et de leur organisation. Un tel gouvernement aurait alors non seulement la volonté politique, mais aussi, en s'appuyant sur la population mobilisée et l'organisation démocratique construite à travers les luttes, les moyens de prendre les mesures "techniques" imposées par la crise.

C'est ce programme qu'il est plus que temps d'opposer aux bateleurs réactionnaires de la droite et de l'extrême droite. Cela passe, bien sûr, par la nécessité de nous lancer, résolument et sans plus attendre, dans la campagne des présidentielles. Mais, bien au-delà de la présidentielle, cela demande que nous fassions du NPA l'instrument nécessaire à la défense de cette politique, dans les luttes sociales et politiques aujourd'hui, dans la lutte pour la conquête du pouvoir demain.

*Daniel Minvielle*

## Au sommaire

# Rassembler la « gauche de la gauche » ou regrouper autour d'un programme de rupture anticapitaliste ?

A en croire certains commentateurs politiques, jamais, à un peu moins d'un an de l'échéance présidentielle, le paysage politique n'aura été si éclaté, si incertain. Il est vrai qu'à la faveur de la crise de la droite et de la perspective de la gauche de revenir aux affaires en remportant sa première élection présidentielle depuis 1988, les appétits s'aiguisent et les candidats ne manquent pas, une vingtaine à ce jour.

## Discrédités, les partis majoritaires face au spectre du 21 avril

L'impopularité record de Sarkozy accélère la décomposition du parti présidentiel. Les petites phrases de Guéant pour regagner le terrain perdu face au Front National tentent en vain de détourner l'opinion des préoccupations sociales. Et les tentatives de Sarkozy de refaire le coup du président du pouvoir d'achat ne font que souligner un peu plus son imposture, rappeler ses promesses non tenues alors que les prix flambent et que les profits des grands groupes repartent

---

de plus belle. Aux salariés la farce de la prime de 1000 euros (qui ne sera ni obligatoire, ni même... de 1000 euros !), aux riches la réforme fiscale, bien réelle celle-là, pour payer moins d'impôts ! Même dans la dernière ligne droite avant les élections présidentielles, Sarkozy reste le président des riches au prix d'une impopularité record. A tel point qu'un certain nombre de députés UMP souhaiterait l'organisation de primaires pour désigner Fillon ou Juppé comme candidat de la droite et écarter le spectre d'un 21 avril à l'envers.

Pour autant les ténors socialistes ne pavoisent tant ils savent le jeu incertain. Car si le PS sort vainqueur en pourcentage des élections cantonales, il perd tout de même un million de voix par rapport au scrutin précédent de 2004 à la faveur d'une abstention record. Le PS, lui aussi, porte le discrédit d'une classe politique toute acquise à la défense intransigeante des intérêts des classes possédantes. Et si la plupart des sondages donnent Sarkozy éliminé à l'issue du premier tour à la faveur d'un duel PS/FN, à gauche aussi on s'inquiète déjà d'un trop-plein de candidats : que Nicolas Hulot ou le candidat du Front de Gauche fassent un score trop important et c'est le candidat socialiste – probablement DSK, bien mal placé en tant que directeur du FMI pour capter les voix des classes populaires – qui serait menacé, ouvrant la voie à une réélection de Sarkozy, le président sortant le plus impopulaire de la cinquième République ! A contrario, l'absence de candidats adossés aux poids lourds les priverait du réservoir de voix nécessaire pour espérer l'emporter au second tour.

Décidemment le petit jeu politicien se complique à la faveur de la crise et du rejet massif dans la jeunesse et les classes populaires de l'alternance sans changement qui se dessine pour 2012.

## **Face au Front National, l'unité de la gauche ou la nécessité d'une politique de rupture anticapitaliste ?**

Devant la crainte de voir une réédition du 21 avril 2002 qui exprimait le rejet des partis d'alternance et de cohabitation après 20 ans l'offensive libérale, certains voudraient mettre en place des mécanismes visant à assurer l'alternance et la victoire de la gauche.

C'est ainsi que dans une tribune publiée dans Libération le 20 avril, Susan George, Stéphane Hessel, Pierre Khalfa, Willy Pelletier et Patrick Viveret en appellent à des primaires de toute la gauche pour organiser « *une insurrection civique contre le Front national* » et « *pour éviter à la gauche tout risque de ne pas figurer au second tour en 2012* » : « *Certains votent socialistes, d'autres écologistes, communistes, NPA. Certains disent «oui» au traité instituant la Communauté européenne, d'autres «non». Certains viennent de la deuxième gauche, d'autres s'y opposent. Le passé doit être dépassé.* » Difficile d'abdiquer davantage, d'être plus œcuménique quand les choix de classes passent pour de simples divergences de second plan.

On ne peut combattre le FN, son influence dans les milieux populaire si l'on s'allie avec ceux-là mêmes qui sont responsables de sa montée. S'il fallait encore s'en convaincre, il n'est qu'à lire le programme du PS pour voir que les travailleurs, les millions de chômeurs et de précaires n'ont rien à attendre d'un retour de la gauche au pouvoir. Le terreau sur lequel l'extrême-droite prospère est celui de la crise et des conséquences de la politique des classes dominantes sur les conditions d'existence des classes populaires. Prétendre que l'on peut faire obstacle à la montée du FN sur le terrain électoral en s'alliant avec la gauche institutionnelle qui a renoncé depuis bien longtemps à répondre à l'urgence sociale serait le plus court chemin vers le pire.

Et c'est bien sur ce terrain, celui de la nécessité d'affirmer les exigences des classes populaires minées par la pauvreté, la précarité et le chômage, d'incarner la révolte contre la politique des classes dominantes mise en œuvre par les gouvernements de droite et de gauche, révolte que cherche à dévoyer le FN à son profit, que le NPA a des responsabilités particulières.

Car si la poussée du FN est bien réelle, à la faveur d'un rapport de force dégradé après l'échec de la bataille sur les retraites, elle n'est en rien inéluctable. Les nombreuses grèves sur les salaires attestent que les salariés n'ont pas renoncé à exiger leur dû. La colère, la révolte du monde du travail, des laissés-pour-compte peut trouver une expression politique progressiste, dans le sens d'une contestation globale du système et de la politique des partis d'alternance qui vise à faire payer la facture de la crise aux travailleurs.

L'accueil chaleureux fait à Olivier Besancenot lors de ses déplacements pour soutenir les salariés des entreprises en grève ainsi que les sondages pour les présidentielles qui le donnent souvent en quatrième position alors même que sa candidature n'est pas déclarée et qu'il est largement absent des médias, démontre la popularité de nos idées dans un secteur significatif de la jeunesse et du monde du travail, une popularité que les militants constatent tous les jours sur les marchés, dans les quartiers, à la porte des entreprises.

## **Assumer une orientation anticapitaliste indépendante des antilibéraux**

Le problème, le paradoxe, est que la majorité de la direction du NPA peine à assumer cette popularité, point d'appui pour une bataille politique pour armer les luttes, les mobilisations dans un sens progressiste, celui d'un affrontement avec le pouvoir pour une rupture anticapitaliste.

---

La première réunion du Conseil Politique National élu par le congrès du NPA a adopté une motion sur les élections présidentielles appelant à « *un rassemblement anticapitaliste pour agir dans les prochaines mobilisations sociales et en vue d'une campagne commune pour les prochaines échéances électorales* » et à rencontrer pêle-mêle « *toutes les forces politiques, syndicales associatives (LO, AL, PCF, PG, GU, Fase dont les Alternatifs, écologistes radicaux, CGT, Solidaires, FSU, CNT, Attac, Copernic...)* (...) *sous des formes appropriées.* »

Cette motion a été soutenue par la majorité de la position 1 et l'ex-position 3, aujourd'hui courant public défendant la perspective d'insérer le NPA dans un « *front social et politique* » pour « *l'unité des forces à la gauche du PS et des acteurs-trices du mouvement social.* », perspective qui, si elle devait aboutir, signerait la fin du NPA en tant que parti anticapitaliste indépendant du PS et de ses alliés antilibéraux.

Il y a là pour le moins une incohérence de la part de la majorité des camarades de la position 1 qui avaient défendu lors du congrès une orientation claire de regroupement des anticapitalistes excluant nettement la possibilité d'une alliance avec les forces antilibérales du Front de Gauche : « *A la*

*Présidentielle, le NPA sera présent en soutenant une candidature de rassemblement anticapitaliste indépendante du PS et de ses alliés* », écrivions-nous dans notre texte d'orientation.

Car la perspective de « *Rassembler les anticapitalistes* » qui fait la une de l'hebdomadaire du NPA du 21 avril est démentie dès la première ligne de l'article puisque la proposition s'adresse à tous les partis à la gauche du PS sans exception, anticapitalistes comme antilibéraux dans la perspective d'une campagne commune.

S'il s'agissait de confronter publiquement les points de vues, de défendre notre politique en assumant nos divergences, de faire la démonstration de l'impossibilité d'une telle alliance entre anticapitalistes et antilibéraux en nous adressant à tous les militants du PCF et du PG pour les gagner à une autre perspective, pourquoi pas ? Mais une telle démarche impliquerait de porter un jugement politique sur les orientations du Front de Gauche, comme le faisait le document d'orientation de la position 1 au dernier congrès : « *Loin de partir d'un constat d'incompatibilité entre le programme du PS et celui d'une gauche digne de ce nom, les dirigeants du Front de gauche sèment l'illusion qu'il pourrait y avoir un « bon » programme commun gouvernemental de toute la gauche. Cette stratégie n'est pas la nôtre et nous défendons notre point de vue, basé sur l'indépendance stricte vis à vis du PS, auprès des militant-e-s et sympathisant-e-s du Front de gauche pour les convaincre de l'impasse dans lesquels cette ligne les amène.* »

Nos désaccords sont connus. Les anticapitalistes se situent dans une stratégie de rupture, sur le terrain des luttes de classes. Les antilibéraux, eux, restent prisonniers du cadre parlementaire et institutionnel, des rapports de force électoraux et ont besoin, en conséquence, d'alliances avec le PS dont ils restent entièrement dépendants. La « *révolution citoyenne* », « *l'insurrection dans les urnes* » n'a d'autre objectif que de « *peser* » sur le programme du Parti socialiste comme le déclare Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, sur LCI le 27 avril. Lui aussi appelle à « *l'unité de la gauche de la gauche* » en précisant qu'« *il y a beaucoup de gens à gauche, des communistes, des socialistes ou des anciens socialistes, des gens qui se reconnaissent dans l'écologie, qui pensent que le choix de l'essentiel de la gauche, et en particulier celui du PS, n'est pas assez audacieux au plan social ou écologique contre le libéralisme.* » Pas assez audacieux... Comme si le programme du PS n'était pas entièrement social-libéral, entièrement conçu pour satisfaire les exigences du monde de la finance à l'exemple de la politique d'austérité menée par l'ensemble des gouvernements socialistes en Europe sous l'injonction ou avec la bénédiction de DSK, probable vainqueur des primaires socialistes !

Jamais la perspective défendue par le Front de Gauche de « *rassemblement majoritaire pour gouverner à gauche* » n'aura eu moins de fondement, n'aura constitué aussi nettement une impasse.

Les démonstrations ont été faites aux Européennes, aux Régionales, et encore aux cantonales, que nous n'avons pas de politique commune possible avec le Front de Gauche, sauf à délaisser notre programme anticapitaliste.

L'incapacité à assumer cet état de fait exprime les hésitations de notre parti et de sa direction à être autonome, à porter une perspective indépendante pour les travailleurs et leurs luttes. Car au-delà du fait que la candidature de Mélenchon soutenue par la direction du PCF rend la recherche d'une candidature de toute la gauche à la gauche du PS caduque, à moins de se ranger derrière elle et de s'aligner sur sa politique, chacun sait pertinemment que la démarche initiée par la motion majoritaire pour une campagne commune n'a pas la moindre chance d'aboutir.

Elle donne par contre un espace à la politique d'unité avec les antilibéraux du NPA LOUP (l'ex-position 3) et des armes au Front de Gauche et particulièrement au PG pour diviser et paralyser le NPA.

Dans un article dont on ne sait s'il est écrit au titre du courant public NPA LOUP ou s'il reflète la position de la nouvelle majorité issue du dernier CPN, Léonce Aguirre croit distinguer « *de réelles dissonances (...) au sein du Front de gauche* » entre le PCF et le PG puisque ce dernier propose dans une résolution d'ouvrir « *des discussions avec le NPA afin de leur renouveler clairement une proposition d'alliance pour ces élections* », texte qui affirme que « *tout doit être tenté pour rassembler l'autre gauche jusqu'au parti d'Olivier Besancenot.* » Il n'en faut pas plus pour que Léonce Aguirre affirme tranquillement qu'« *il n'est plus question ici de ralliement du NPA au Front de gauche mais d'alliance politique. Elle [la résolution du PG] entre en concordance avec la résolution votée par le Conseil politique national du NPA* » pour conclure que « *Le NPA a proposé au Parti de gauche de se rencontrer prochainement. Ce sera l'occasion de discuter du contenu d'un programme de rupture avec le capitalisme à défendre lors des*

---

*prochaines échéances électorales, de la nécessaire indépendance à l'égard du Parti socialiste, enfin de la meilleure candidature possible pour rassembler la gauche anticapitaliste. »*

Curieuse méthode qui s'appuie sur les petites phrases de circonstances des uns et des autres, plutôt que sur des choix et des orientations politiques. Que le Front de Gauche ait déjà choisi un candidat, que sa volonté de revenir au pouvoir dans une nouvelle majorité de gauche ne fasse aucun doute, que les programmes et les divergences soient connus, qu'importe ! On fait comme si. Le bluff et les postures unitaires prennent le pas sur la clarté politique. Au risque du ridicule et de la paralysie du parti. Au risque aussi de fragiliser la candidature du NPA qui apparaîtrait comme une candidature par défaut née de l'échec d'un processus unitaire.

Accréditer même par omission l'idée que le programme du Front de gauche pour « *un rassemblement majoritaire* » puisse être compatible avec le nôtre, brouille notre image, entretient la confusion sur nos objectifs, flatte les illusions électorales et institutionnelles, désarme le parti. Accessoirement, c'est aussi donner des armes au Front de Gauche qui fera porter le chapeau de candidatures séparées au NPA puisque nous laissons entendre que nous portons la même perspective, que nos programmes sont compatibles.

Car si tel était le cas, le seul obstacle à l'unité renverrait à des rivalités d'appareils et la condition de sa réalisation serait le retrait des « chefs » de partis et la promotion d'une chimérique candidature unitaire issue du « mouvement social » défendue ici et là. C'est le pas que franchit allègrement le NPA de la Creuse qui fait campagne sur le mot d'ordre « *Ni Mélenchon, ni Besancenot* » dans un article de *La Montagne* en date du 23 avril.

Dans une situation qui appelle plus que jamais la nécessité d'une rupture anticapitaliste, le NPA devrait être à l'offensive au lieu de subir la pression des alliés du PS, ce qui implique de clarifier nos délimitations politiques de toute urgence.

Là où les antilibéraux cherchent à construire une majorité parlementaire et gouvernementale dans le cadre institutionnel, nous luttons pour un gouvernement des travailleurs issu de leurs mobilisations. Sur le terrain électoral, notre politique ne peut viser qu'à regrouper les forces et les militants qui se situent sur le terrain des mobilisations sociales, de l'affrontement avec le pouvoir et les classes possédantes. Elle implique la rupture avec le cadre institutionnel actuel dans l'objectif de la conquête de la démocratie par les travailleurs eux-mêmes, des moyens de contrôler la marche de la société, de la diriger.

Face à l'alternance pour les riches qui se dessine pour 2012, à la percée du FN qui capte et dévoie le désarroi des classes populaires, il est urgent de nous ressaisir, de nous dégager des démarches dites unitaires qui entretiennent la confusion avec des forces qui ne portent aucunement notre projet. Il nous faut assumer pleinement notre programme, affirmer dès maintenant que le NPA sera présent dans ces élections pour une campagne au service des luttes, pour exprimer les intérêts et revendications du monde du travail, œuvrer au regroupement des forces, à l'unité du monde du travail, afin de préparer l'affrontement avec le pouvoir, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes.

**Raymond Adams**

***Au sommaire***